



En affaires
pour vos affaires inc.

VOTRE VOIX

Résultats clés
Juin 2026

Perspectives des
propriétaires de petites
entreprises canadiennes



À propos du sondage Votre Voix

Objectif et contexte :

Le sondage omnibus Votre Voix, mené par la FCEI tous les deux mois, se concentre sur les enjeux qui comptent le plus pour les propriétaires de PME au Canada. Depuis plus de cinq décennies, la FCEI mobilise la voix collective de ses membres pour développer des stratégies fondées sur des données reflétant les besoins réels des PME.

Impact:

Nous recueillons nos données directement auprès des membres de la FCEI, afin de refléter leurs priorités adéquatement. Leurs réponses jouent un rôle clé dans l'orientation de notre travail d'influence afin de veiller à ce que les politiques gouvernementales soient alignées avec les besoins en évolution des PME.

Sondage Votre Voix Juin 2026

 **Type de sondage :**
Sondage omnibus en ligne de la FCEI avec accès contrôlé.

 **Date du sondage :**
Du 6 au 29 juin 2026.

 **Résultats :**
Basés sur les réponses de 1 422 membres de la FCEI, qui sont propriétaires de PME, et issus de tous les secteurs et de toutes les régions du Canada. À titre de comparaison, un échantillon probabiliste de même taille aurait une marge d'erreur de +/- 2,6 %, 19 fois sur 20.

 **Remarque :**
Dans certains cas, les totaux peuvent ne pas atteindre 100 % en raison de l'arrondissement des données.

Ce rapport a été préparé par :



Marvin Cruz
Directeur
Principal,
Recherche



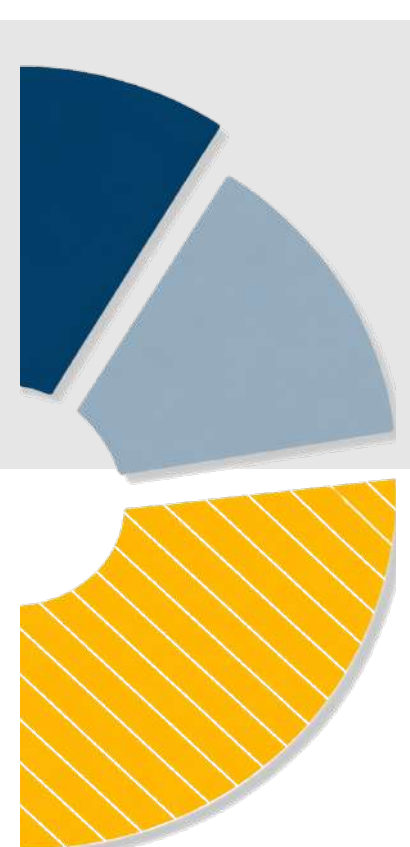
Alchad Alegbeh
Analyste
Principal de
Recherche



Sanaz Dolatkhan
Analyste de
données



Bérengère Fouqueray
Analyste de Recherche



Aperçu du sondage omnibus de juin

Les allégements fiscaux demeurent un levier essentiel pour atténuer les pressions liées aux coûts

Si les gouvernements réduisaient les taxes et impôts, les propriétaires d'entreprise accorderaient la priorité à une réduction de l'impôt sur le revenu des petites entreprises, suivie d'une baisse de l'impôt sur le revenu des particuliers ainsi que des taxes sur l'essence et les carburants. Ces résultats indiquent que les PME continuent de rechercher des mesures qui améliorent leurs flux de trésorerie, soutiennent leur rentabilité et allègent les pressions liées aux coûts d'exploitation.

Les PME adoptent une approche prudente d'investissement, conciliant croissance modérée et stabilité opérationnelle

Au cours des deux prochaines années, les projets d'investissement porteront surtout sur l'équipement et la machinerie, l'embauche et les technologies. La plupart des entreprises visent une croissance modérée ou le maintien de leurs activités. Les investissements sont principalement motivés par la croissance des revenus, les gains de productivité et la réduction des coûts. Toutefois, plus d'une entreprise sur quatre n'a pas de projet d'investissement ou demeure incertaine, en raison des coûts d'exploitation élevés et de l'incertitude économique.

Les propriétaires d'entreprise privilégient un solide accord sur l'ACEUM plutôt qu'un règlement rapide

La majorité des propriétaires d'entreprise préfèrent prendre le temps nécessaire pour obtenir le meilleur accord possible dans le cadre de l'ACEUM, même si cela implique une incertitude à court terme. Les résultats suggèrent que les PME accordent davantage d'importance à la stabilité et à la prévisibilité à long terme du commerce nord-américain qu'à une entente conclue plus rapidement, mais potentiellement moins avantageuse.

Vote sur le mandat

Les entreprises se sont également prononcées sur plusieurs enjeux clés dans le cadre de notre Vote sur le mandat, qui comprenait de courts documents explicatifs neutres.

Remboursement des surplus des commissions des accidents du travail : Une majorité d'entreprises appuie l'adoption de mesures législatives obligeant les commissions des accidents du travail à rembourser les surplus aux employeurs lorsque leurs fonds dépassent les niveaux de financement prévus.

Péages sur les corridors interprovinciaux essentiels : Une majorité d'entreprises s'oppose à l'imposition de péages sur les voies de transport d'importance nationale constituant le seul lien routier pratique entre des provinces.



Découvrir plus
de données



Provinces



Taille d'entreprise

Aperçu des
données

Priorités en matière d'allègement fiscal



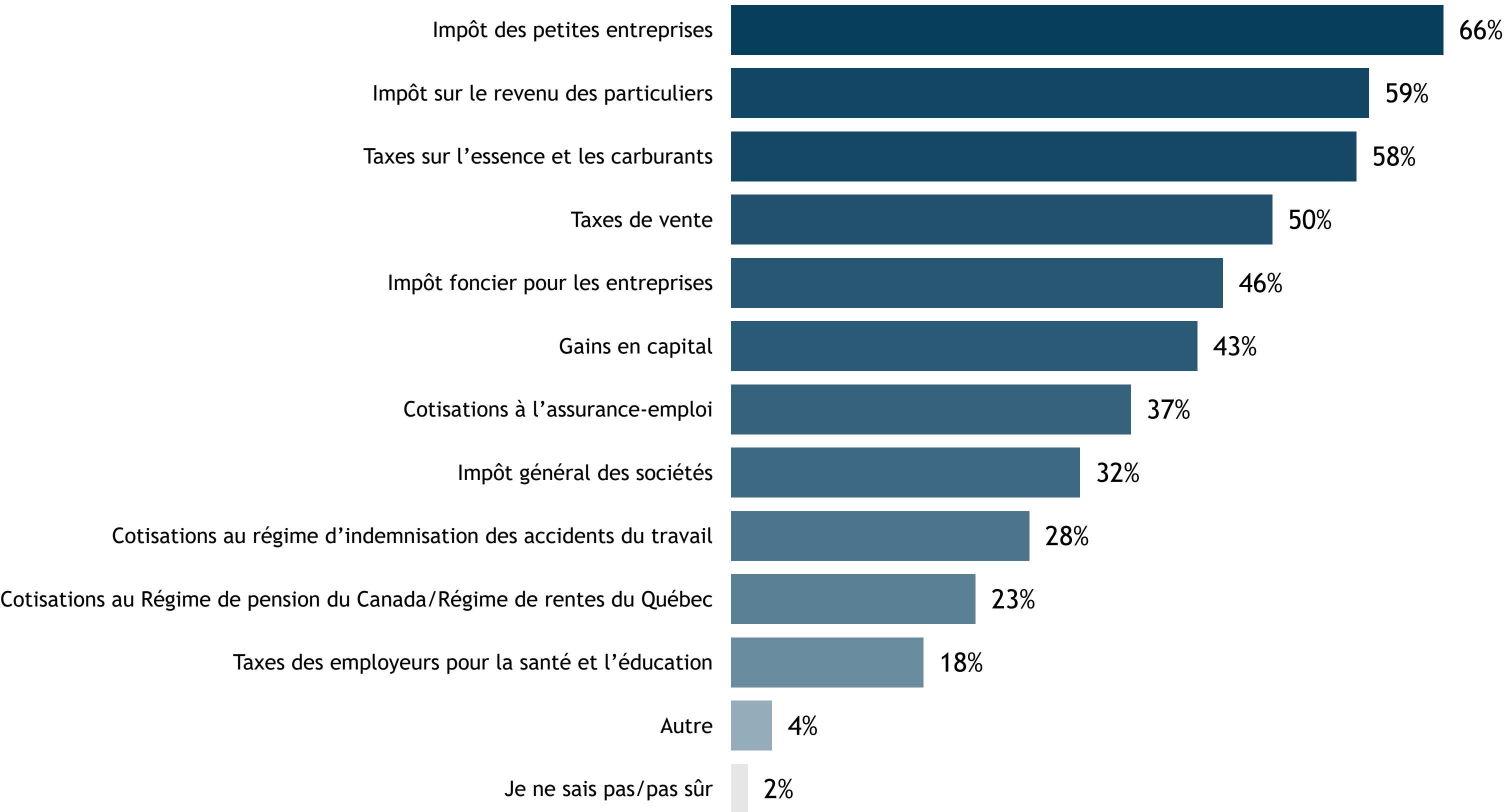
L'impôt des petites entreprises constitue la principale priorité des PME, suivi de l'impôt sur le revenu des particuliers et des taxes sur l'essence et les carburants.



Les entreprises accordent la priorité aux allègements de l'impôt sur le revenu et des taxes sur les carburants. Dans un contexte où les coûts du carburant demeurent élevés, 58 % des entreprises appuient une réduction des taxes sur l'essence et les carburants.

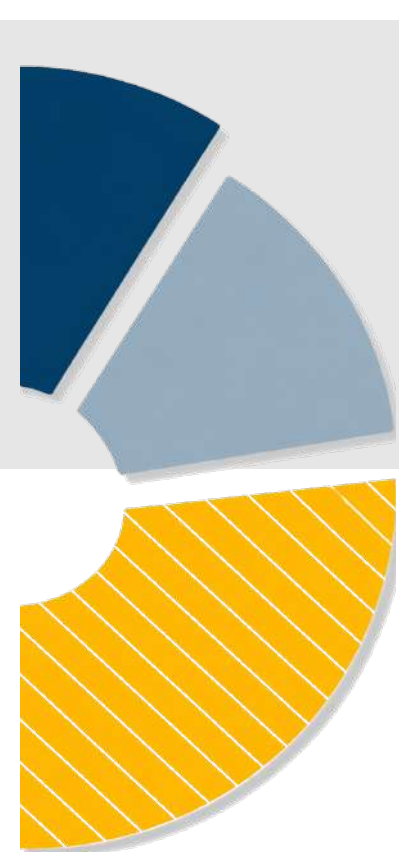
L'appui marqué à la réduction des taxes de vente, de l'impôt foncier des entreprises et de l'impôt sur les gains en capital démontre l'importance du fardeau fiscal auquel les PME sont confrontées.

Les principales priorités en matière d'allègement fiscal pour les PME



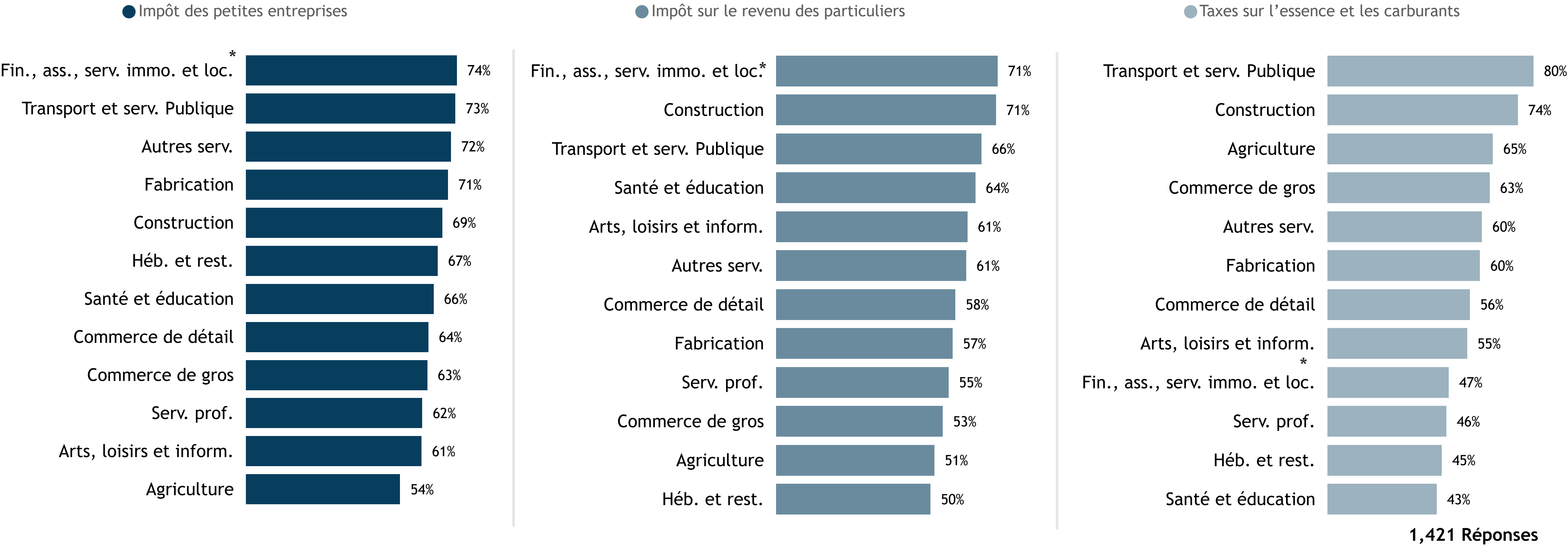
Question : Si les gouvernements (fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux) réduisaient les taxes, impôts et cotisations, que devraient-ils cibler en priorité?
(Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

1,421 Réponses



L'impôt des petites entreprises et l'impôt sur le revenu des particuliers figurent parmi les principales priorités dans l'ensemble des secteurs. Les entreprises des secteurs des transports, de la construction et de l'agriculture accordent toutefois davantage d'importance aux taxes sur l'essence et les carburants.

Les principales priorités en matière d'allègement fiscal pour les PME, par secteur



Question : Si les gouvernements (fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux) réduisaient les taxes, impôts et cotisations, que devraient-ils cibler en priorité? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.

Remarque : *Taille d'échantillon < 40.

5

Tendances, motivations et défis liés aux investissements



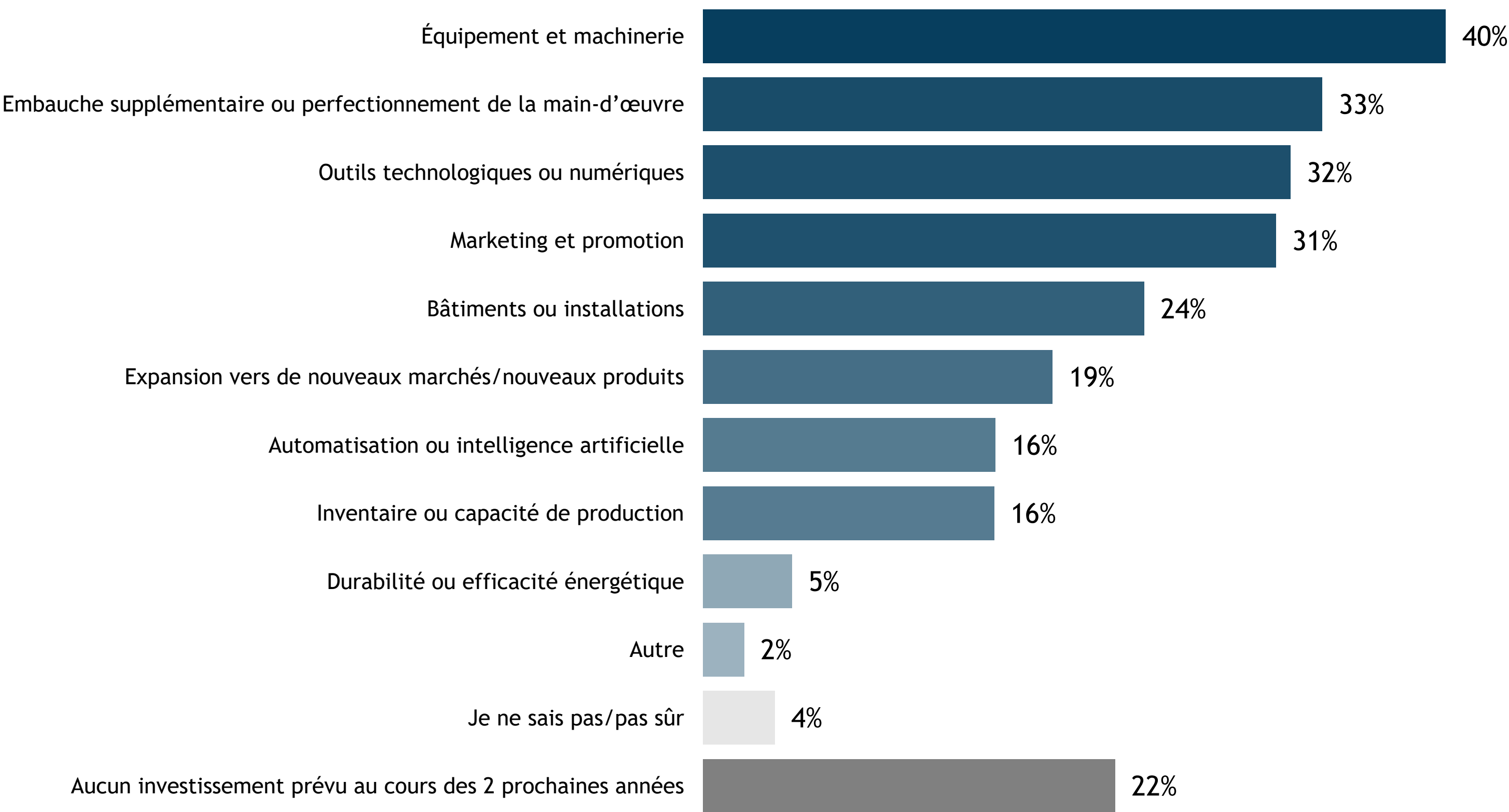
Près des trois quarts des entreprises (74 %) prévoient investir au cours des 2 prochaines années, principalement dans l'équipement et la machinerie, l'embauche ou le perfectionnement de la main-d'œuvre ainsi que les outils technologiques ou numériques.



L'essentiel des investissements prévus vise le maintien ou l'amélioration des activités existantes. Les investissements dans l'automatisation ou l'intelligence artificielle (16 %) demeurent moins répandus, ce qui indique que l'adoption de technologies plus avancées est encore limitée malgré un intérêt croissant.

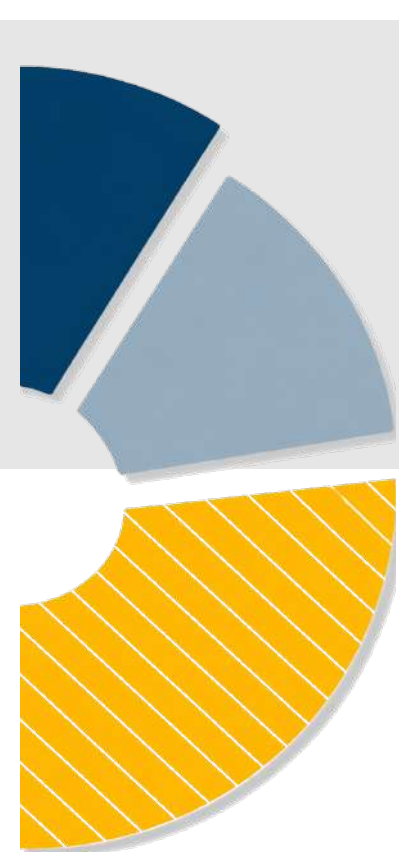
Par ailleurs, plus du quart des entreprises n'ont aucun projet d'investissement ou demeurent incertaines (26 %), ce qui témoigne d'une certaine prudence dans le contexte économique actuel.

Priorités d'investissement des PME au cours des 2 prochaines années



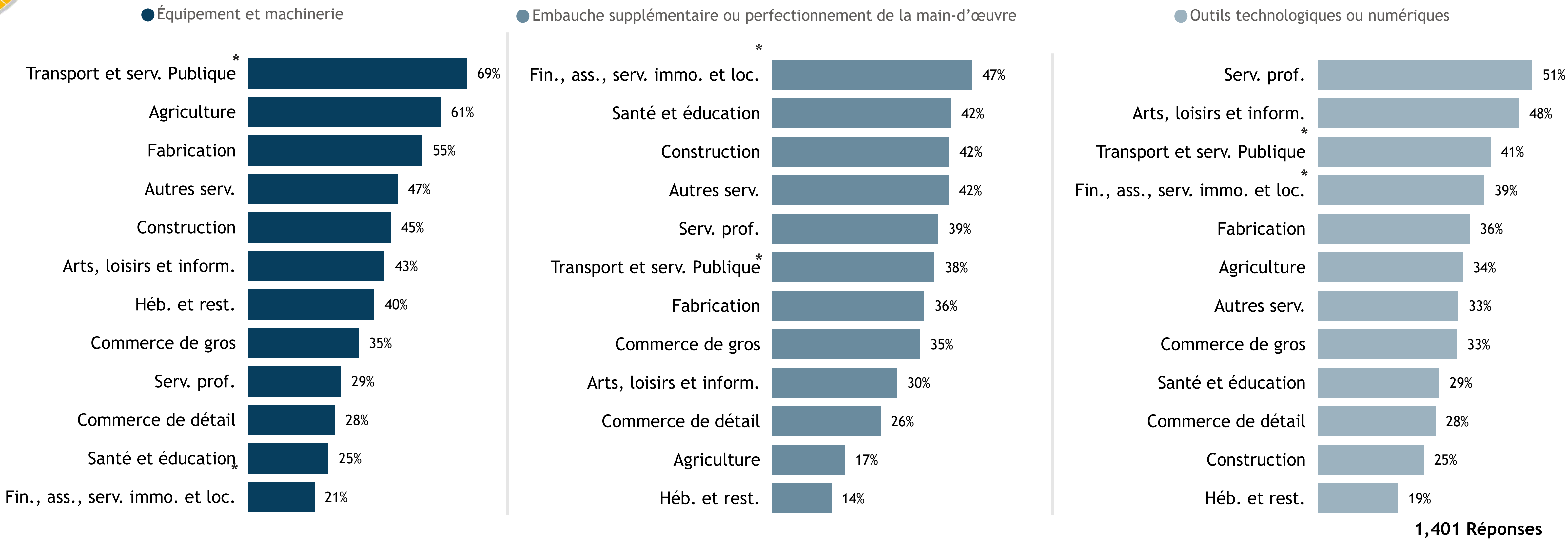
Question : Quels types d'investissement comptez-vous faire au cours des 2 prochaines années? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes) 1,401 Réponses

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.



Les priorités d'investissement varient selon le secteur d'activité. Les entreprises agricoles et de fabrication sont plus susceptibles de prévoir des investissements dans l'équipement et la machinerie, tandis que les secteurs de services privilégient le perfectionnement de la main-d'œuvre et les outils technologiques ou numériques.

Priorités d'investissement des PME au cours des 2 prochaines années, par secteur



Question : Quels types d'investissement comptez-vous faire au cours des 2 prochaines années? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.

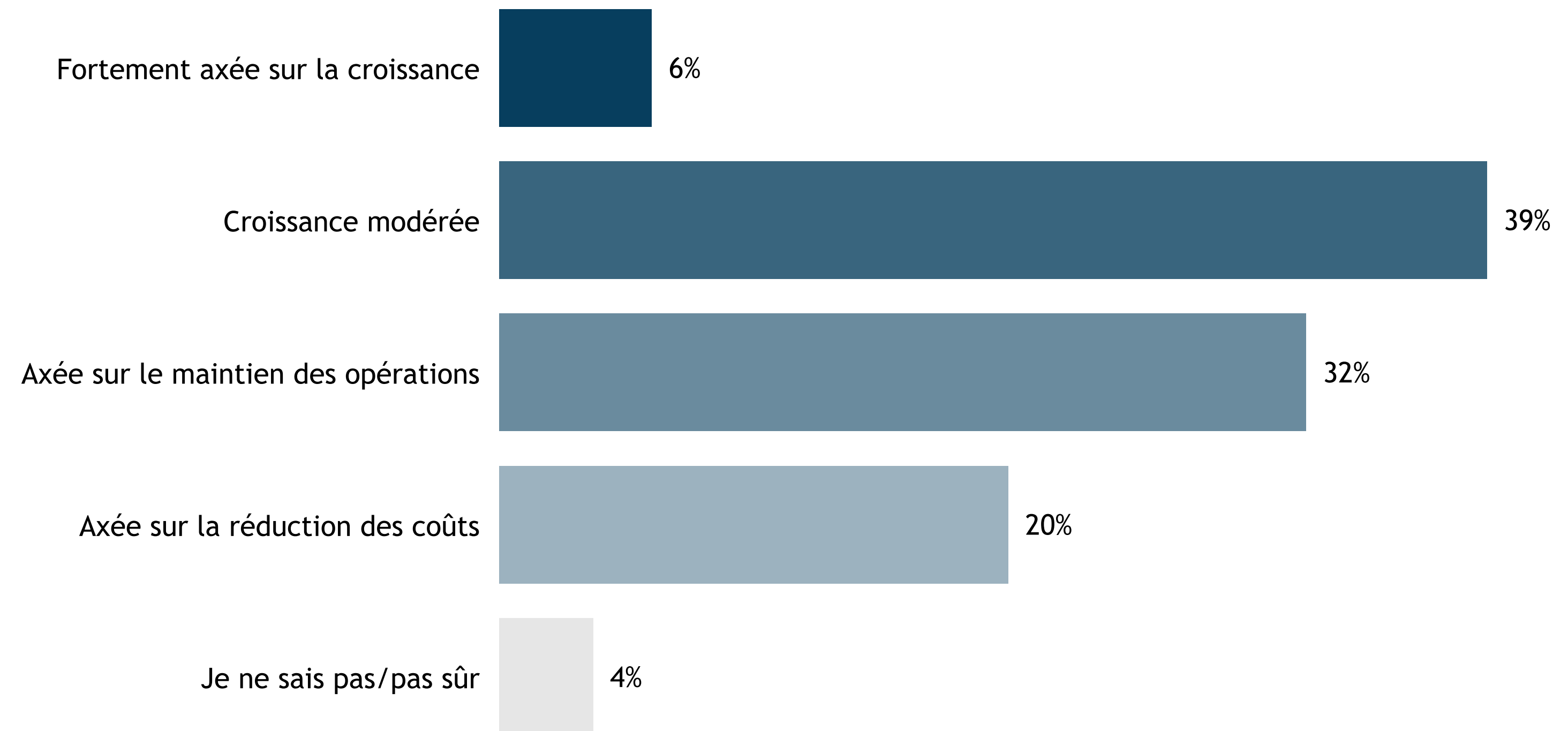
Remarque : *Taille d'échantillon < 40.

Les projets de croissance demeurent généralement modérés et sélectifs, tandis qu'une proportion importante des PME privilégie le maintien de leurs activités actuelles.



Dans l'ensemble, les résultats traduisent une approche prudente de l'investissement, les entreprises cherchant à concilier croissance graduelle, stabilité opérationnelle et l'amélioration de leur efficacité.

Approche des PME en matière d'investissement au cours des deux prochaines années



Question : Quel énoncé décrit le mieux votre approche principale d'investissement pour les 2 prochaines années? (Sélectionner une seule réponse)

1,087 Réponses

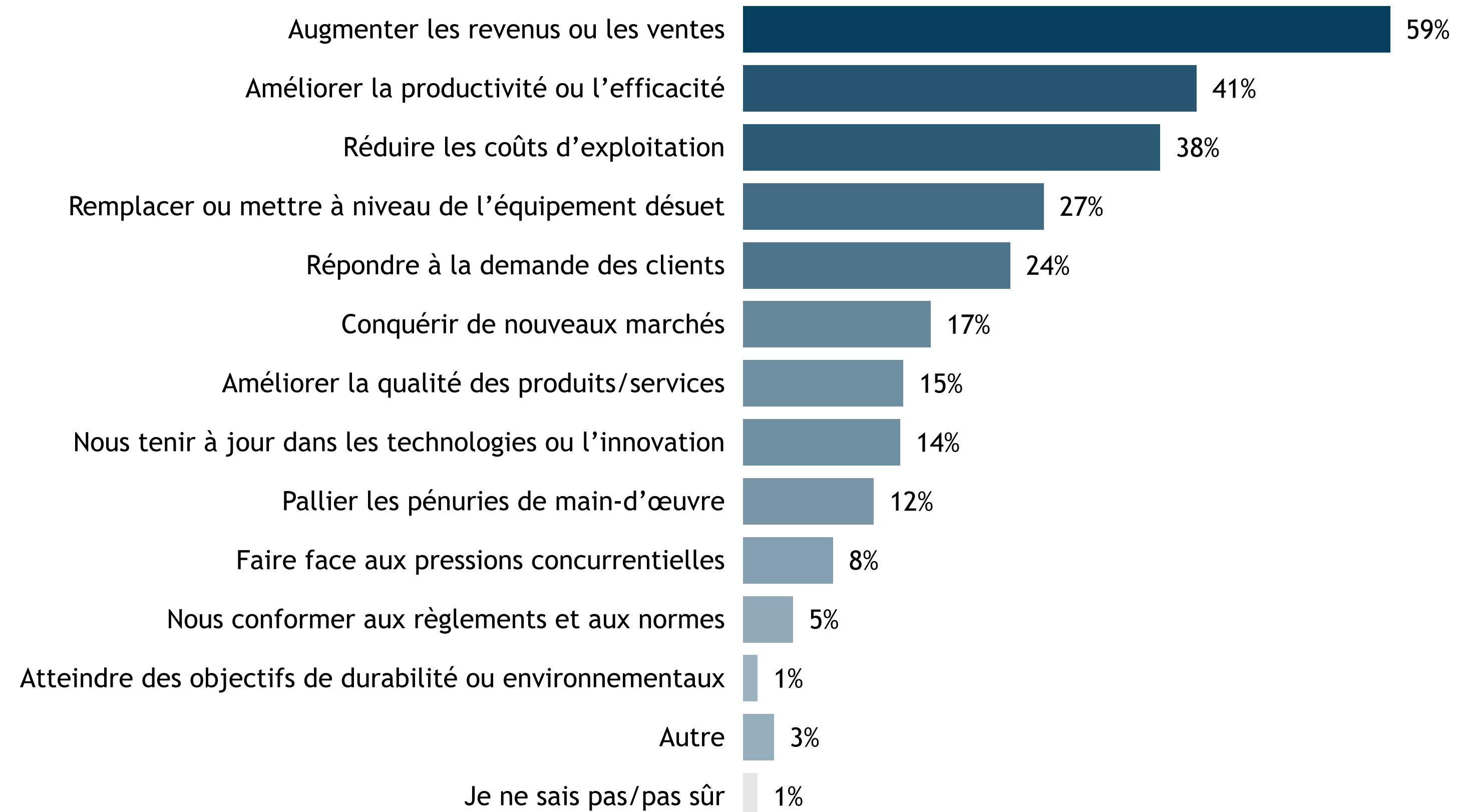
Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.

Les investissements prévus sont principalement motivés par l'envie d'augmenter les revenus ou les ventes, d'améliorer la productivité ou l'efficacité et de réduire les coûts d'exploitation.



Ces tendances confirment que l'accent est mis sur l'optimisation des activités existantes, l'expansion et l'innovation jouant un rôle plus limité dans l'orientation des décisions d'investissement.

Motivations des investissements des PME



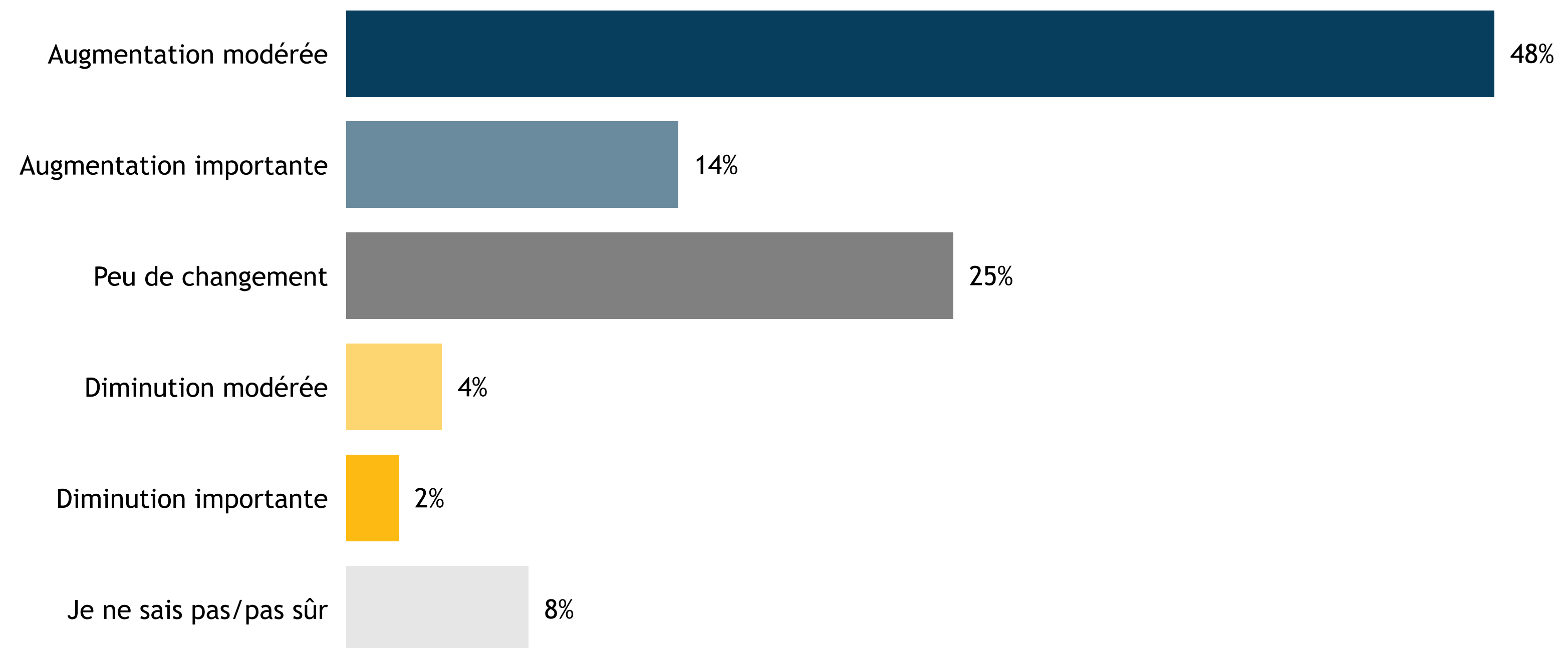
Question : Quels objectifs motivent vos investissements prévus dans les 2 prochaines années? (Sélectionner jusqu'à trois réponses)

1,073 Réponses

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.

La plupart des propriétaires d'entreprise prévoient une augmentation modérée de leurs dépenses d'investissement au cours des 2 prochaines années, tandis qu'un quart d'entre eux anticipent peu de changement.

Perspectives des dépenses d'investissement des PME



Bien que les intentions d'investissement demeurent généralement positives, la forte proportion d'entreprises prévoyant seulement une hausse modérée ou peu de changement suggère un optimisme prudent plutôt qu'une accélération marquée des investissements.

Question : Selon vous, comment évolueront vos dépenses d'investissement au cours des 2 prochaines années? (Sélectionner une seule réponse)

1,063 Réponses

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.

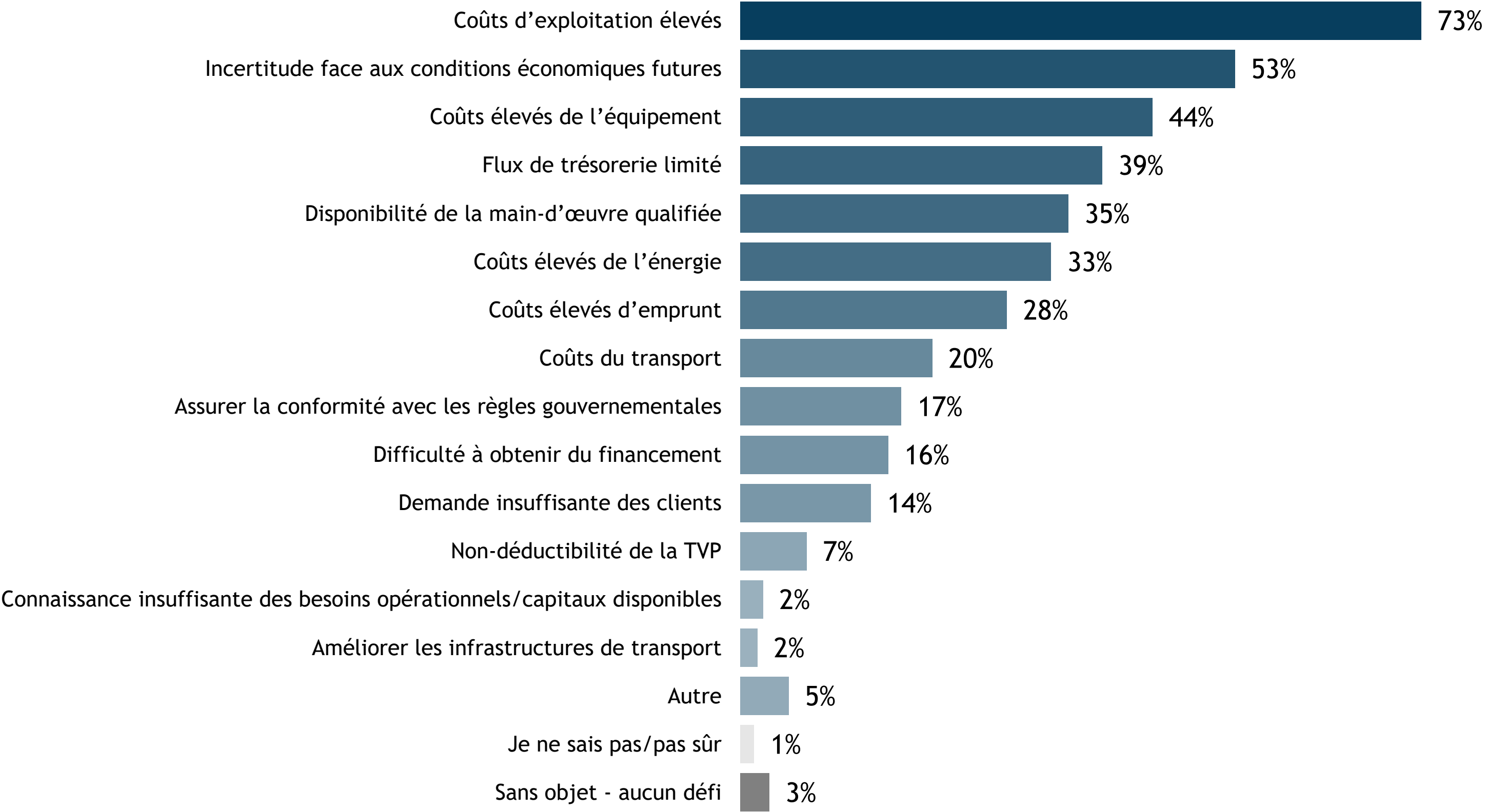
Remarque : « Important » désigne une augmentation ou une diminution de plus de 10 %, « modéré » désigne une augmentation ou une diminution de 2 % à 10 %, et « peu de changement » désigne une augmentation ou une diminution de 1% ou moins.

Les décisions d'investissement des entreprises sont principalement limitées par les pressions liées aux coûts et l'incertitude économique.



Ces obstacles mettent en évidence les contraintes financières et économiques qui influencent les décisions d'investissement. Les pressions liées aux coûts touchent à la fois les intrants, le financement et les flux de trésorerie, ce qui contribue à maintenir un environnement difficile pour l'investissement des entreprises.

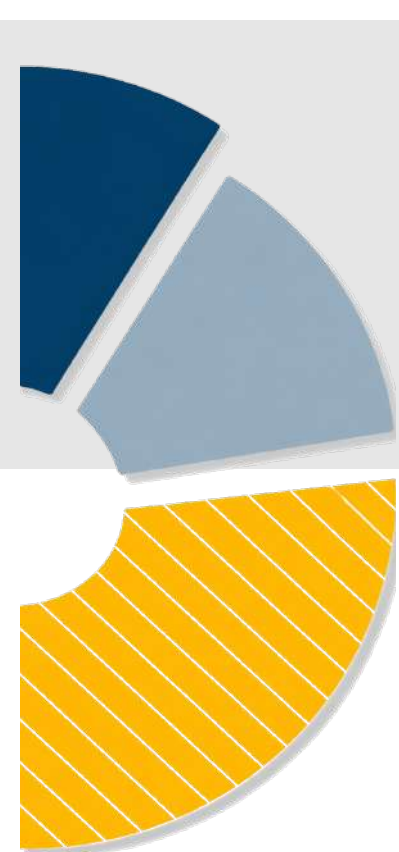
Principaux obstacles à l'investissement des PME



Question : À quels défis êtes-vous confrontés lorsque vous voulez investir? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

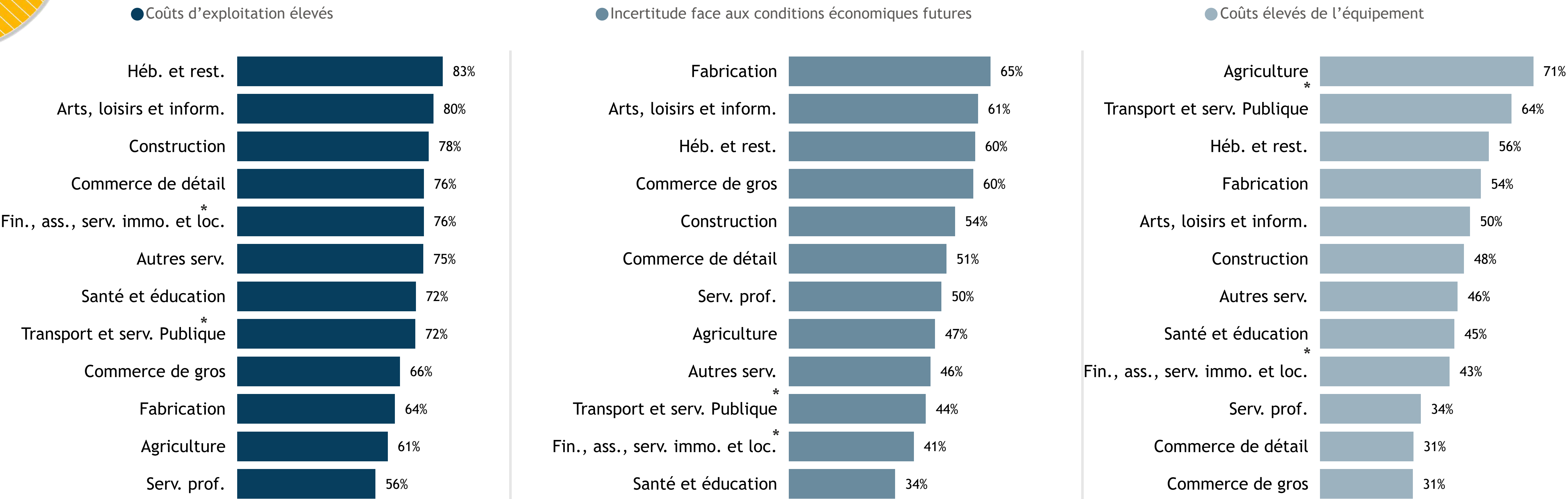
1,359 Réponses

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.



Bien que le coût élevé des activités demeure le principal frein à l'investissement dans la plupart des secteurs, l'incertitude économique pèse fortement sur les secteurs manufacturier, des arts et loisirs, ainsi que de l'hébergement et de la restauration. De plus, le coût des équipements représente un défi majeur pour l'agriculture, le secteur manufacturier et la construction.

Principaux obstacles à l'investissement des PME, par secteur



1,359 Réponses

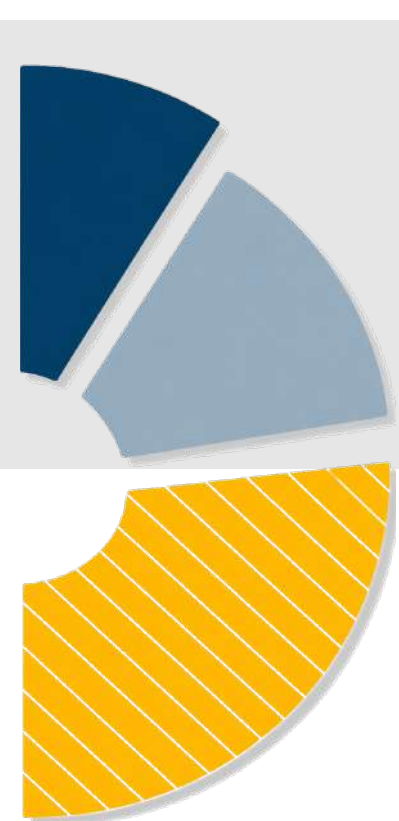
Question : À quels défis êtes-vous confrontés lorsque vous voulez investir? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes)

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.

Remarque : *Taille d'échantillon < 40.

Perspectives concernant la révision de l'ACEUM



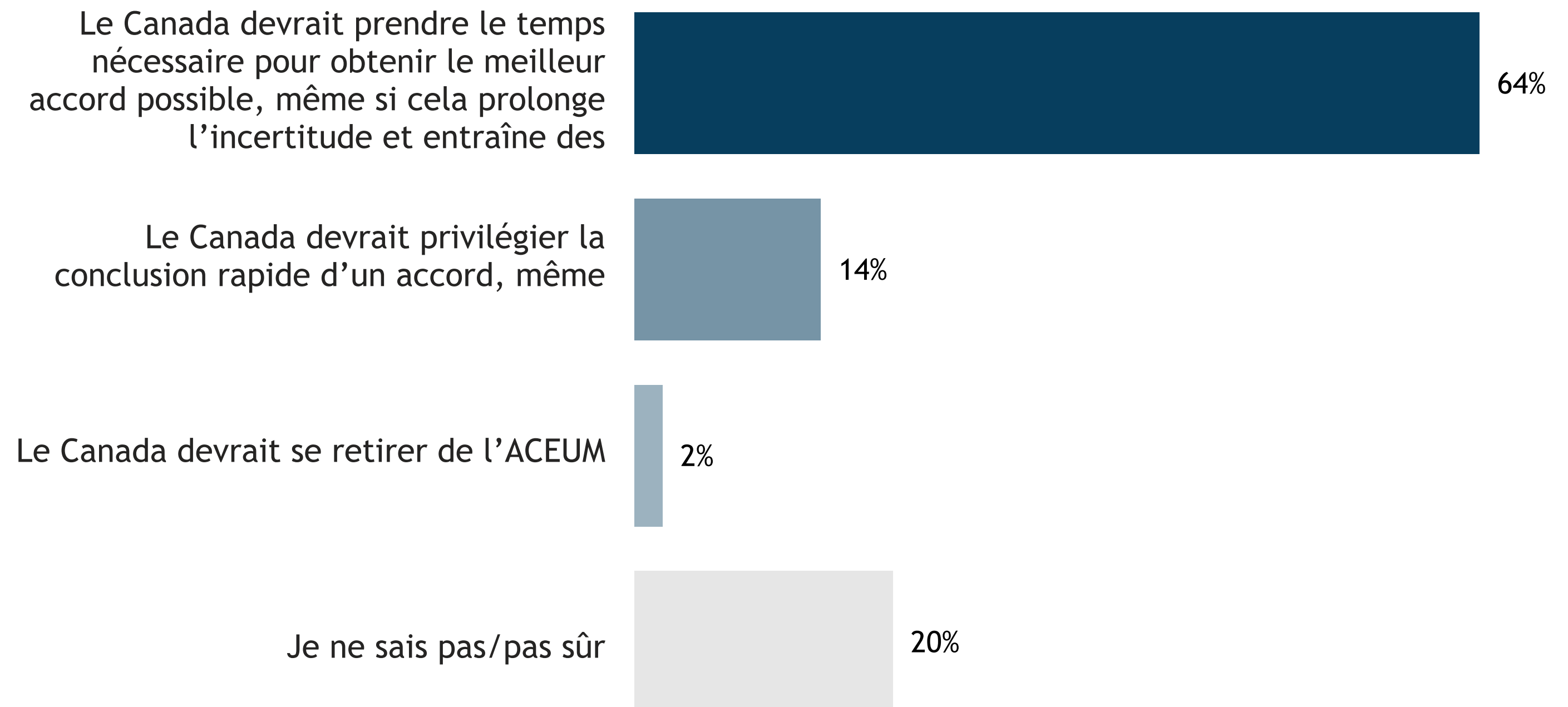


Près des deux tiers (64 %) des petites entreprises estiment qu'il faut prendre le temps nécessaire pour obtenir les meilleures conditions possibles dans le cadre du renouvellement de l'ACEUM, comparativement à seulement 14 % qui préféreraient une entente conclue plus rapidement, mais potentiellement moins avantageuse.



Bien que l'incertitude soit une source de préoccupation, les propriétaires d'entreprise semblent disposés à accepter un processus d'examen de l'ACEUM plus long afin d'obtenir un meilleur résultat, plutôt que de se contenter d'une entente moins avantageuse. Cette opinion est largement partagée, peu importe la province ou le secteur d'activité.

Opinion des PME sur la révision de l'ACEUM



Question : Lequel des énoncés suivants correspond le mieux à votre point de vue sur la révision de l'ACEUM? (Sélectionner une seule réponse)

1,351 Réponses

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.

Vote sur le mandat : Nos membres contribuent à façonner notre position sur des questions clés



Remboursement des surplus des commissions des accidents du travail : Une majorité d'entreprises appuie l'adoption de mesures législatives obligeant les commissions des accidents du travail à rembourser les surplus aux employeurs lorsque leurs fonds dépassent les niveaux de financement prévus.

Question :

Les gouvernements devraient-ils adopter une loi pour obliger les commissions des accidents du travail à rembourser les surplus aux employeurs lorsqu'ils dépassent leurs taux de capitalisation cibles?

Contexte :

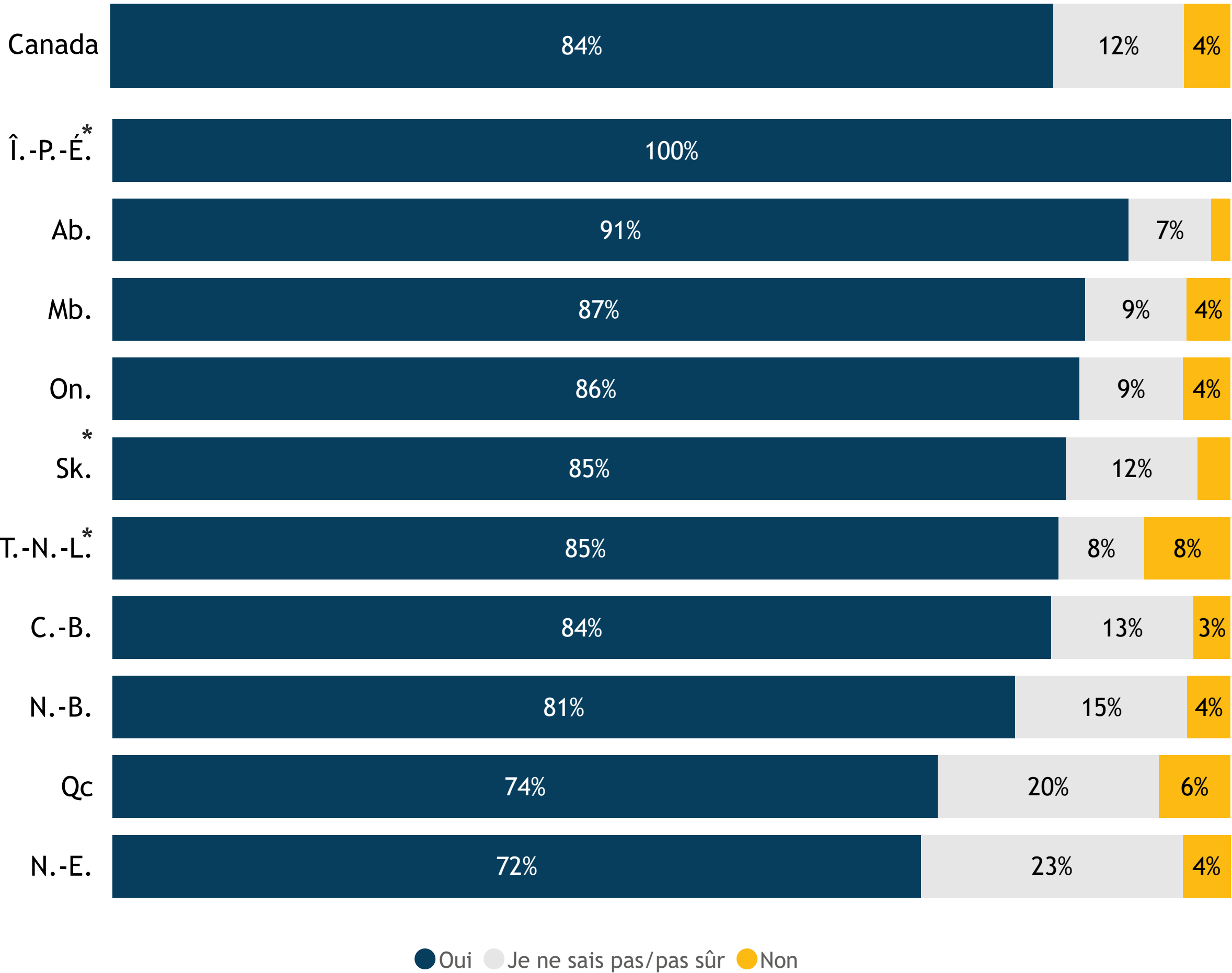
Les commissions des accidents du travail sont des régimes financés par les employeurs qui offrent des prestations aux travailleurs blessés. Les primes sont fixées de manière à assurer un financement stable, mais, en raison de bons rendements des investissements, certaines commissions ont dépassé leurs niveaux de capitalisation cibles et généré des surplus. Certaines provinces versent des remboursements discrétionnaires aux employeurs ou réduisent les primes à payer, tandis que d'autres conservent leurs surplus pour assurer leur stabilité future. L'Ontario a légiféré sur la distribution obligatoire des fonds lorsque les surplus atteignent un niveau donné. Certains estiment que les autres provinces devraient adopter des lois similaires afin que des remboursements soient versés lorsque les fonds des commissions dépassent leurs cibles de capitalisation.

Pour :

- Garantit que les employeurs ne paient pas de sommes excessives et que les surplus sont remboursés de manière prévisible et transparente.
- Améliore l'équité en assurant que les cotisations reflètent mieux les coûts réels du régime.

Contre :

- Réduit la marge de manœuvre pour gérer les risques, comme les ralentissements économiques ou les hausses de réclamations.
- Peut prioriser les remboursements à court terme plutôt que la stabilité du régime à long terme, ce qui



1,261 Réponses

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.
Remarque : *Taille d'échantillon < 40.

Péages sur les corridors interprovinciaux essentiels : Une majorité d'entreprises s'oppose à l'imposition de péages sur les voies de transport d'importance nationale constituant le seul lien routier pratique entre des provinces.

Question:

Les péages devraient-ils être autorisés sur les axes de transport d'importance nationale qui constituent le seul lien routier pratique entre les provinces?

Contexte :

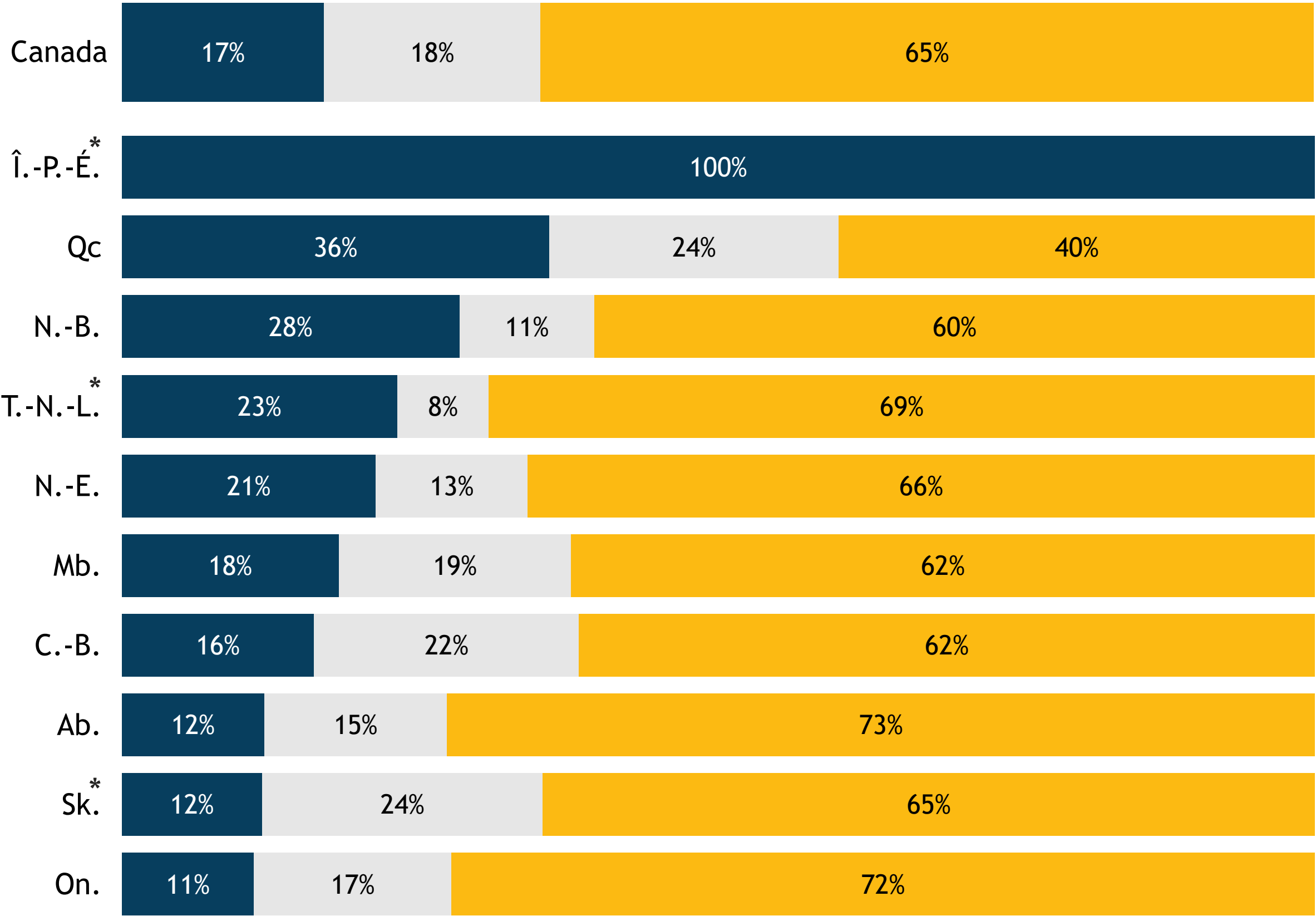
Dans le Canada atlantique, plusieurs grands axes interprovinciaux constituent des liens économiques et sociaux essentiels. Cela comprend le pont de la Confédération (N.-B./Î.-P.-É.), le Cobequid pass à péage (N.-B./N.-É.) et un projet de péage près d'Aulac (N.-B./N.-É.), où il n'y a aucune autre route pratique. Les récentes propositions visant à instaurer ou à élargir les péages sur ces corridors soulèvent des préoccupations quant à l'équité, à la mobilité et à l'impact économique régional.

Pour :

- Les péages créent une source de revenus pour entretenir et améliorer les infrastructures essentielles.
- Les systèmes d'utilisateurs-payeurs garantissent que les personnes qui en bénéficient le plus contribuent aux coûts.

Contre :

- La mise en place de péages sur des routes incontournables augmente les coûts des résidents, des entreprises et du commerce.
- Ils peuvent créer des obstacles à la mobilité interprovinciale et des inégalités régionales



● Oui ● Je ne sais pas/pas sûr ● Non

1,261 Réponses

Source : FCEI, Sondage Votre Voix - juin 2026, du 4 au 29 juin, 2026, résultats finaux.
Remarque : *Taille d'échantillon < 40.

Voix des membres

Situation économique et négociations de l'ACEUM

L'incertitude économique est une source de grande préoccupation pour les petites entreprises. Alors que de nombreuses entreprises locales ferment déjà leurs portes, un soutien accru est nécessaire pendant les négociations de l'ACEUM afin d'aider les PME à traverser cette période de transition et à maintenir leurs activités.

Hébergement et restauration, Ont., 5 à 19 employés

Réduction des taxes et impôts par les gouvernements

Les petites entreprises ont besoin de tous les allègements fiscaux possibles. Le fardeau fiscal élevé imposé par les différents ordres de gouvernement nous nuit considérablement.

Construction, C.-B., 5 à 19 employés

Défis liés à l'investissement

J'ai déjà été contraint de mettre à pied mes six employés en raison de coûts excessifs, et je ne sais pas si je pourrai continuer à exercer comme travailleur autonome.

Services professionnels, Qc, 0-4 employés

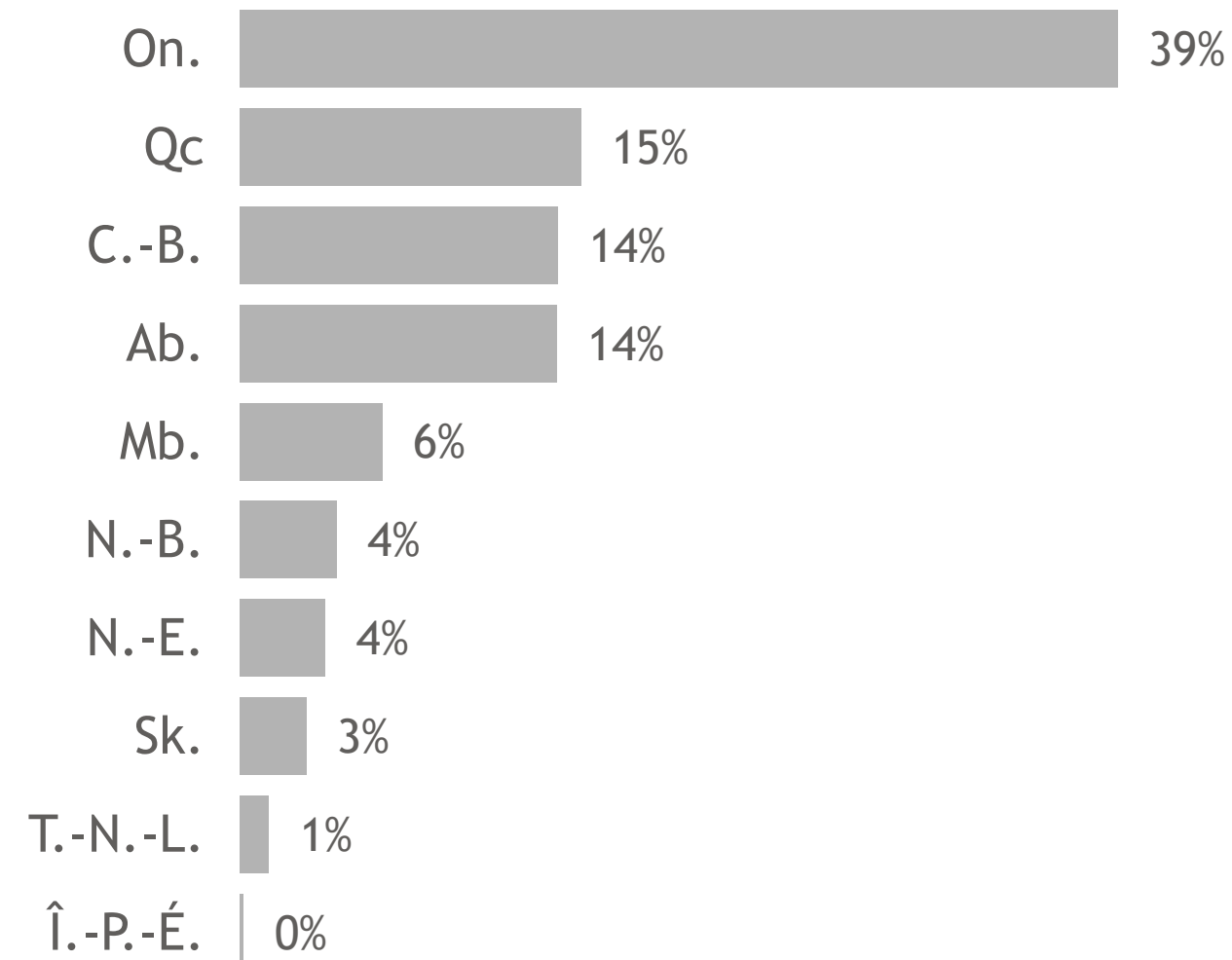
Commerce et ACEUM

Les temps sont difficiles en ce moment. Je reconnais que notre économie subit des pressions et je m'estime chanceux. Le sentiment général est que si nous parvenons à diversifier nos échanges commerciaux, cela pourrait être difficile à court terme, mais qu'à long terme, ce sera probablement l'une des meilleures choses qui nous soit arrivée.

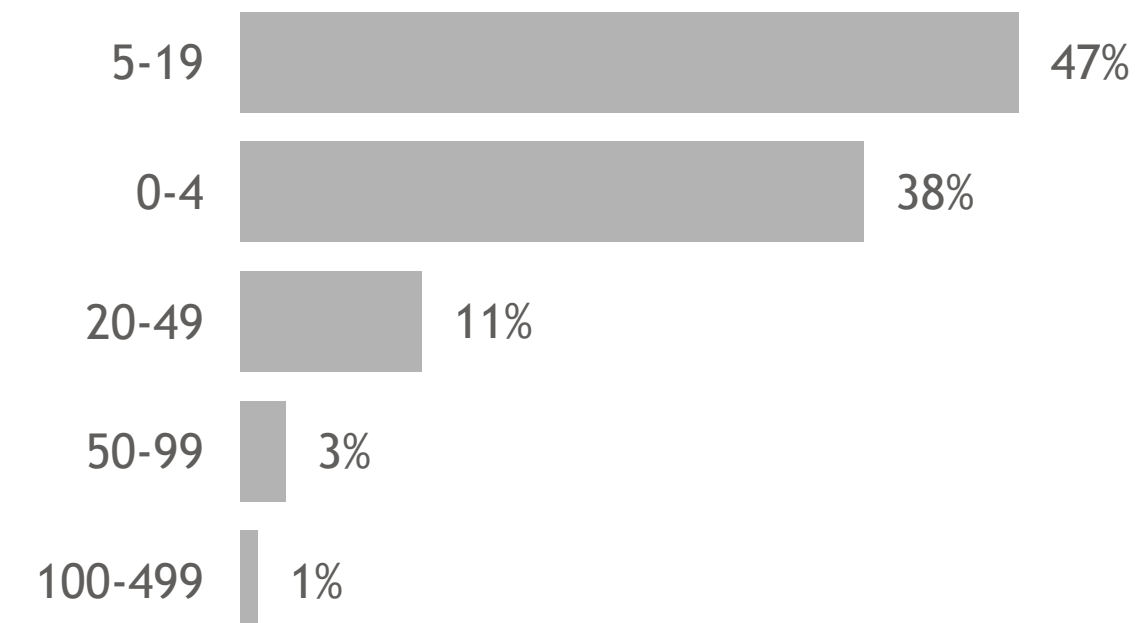
Entreprises et gestion, Ont., 0 à 4 employés

Annexe : Profil des répondants

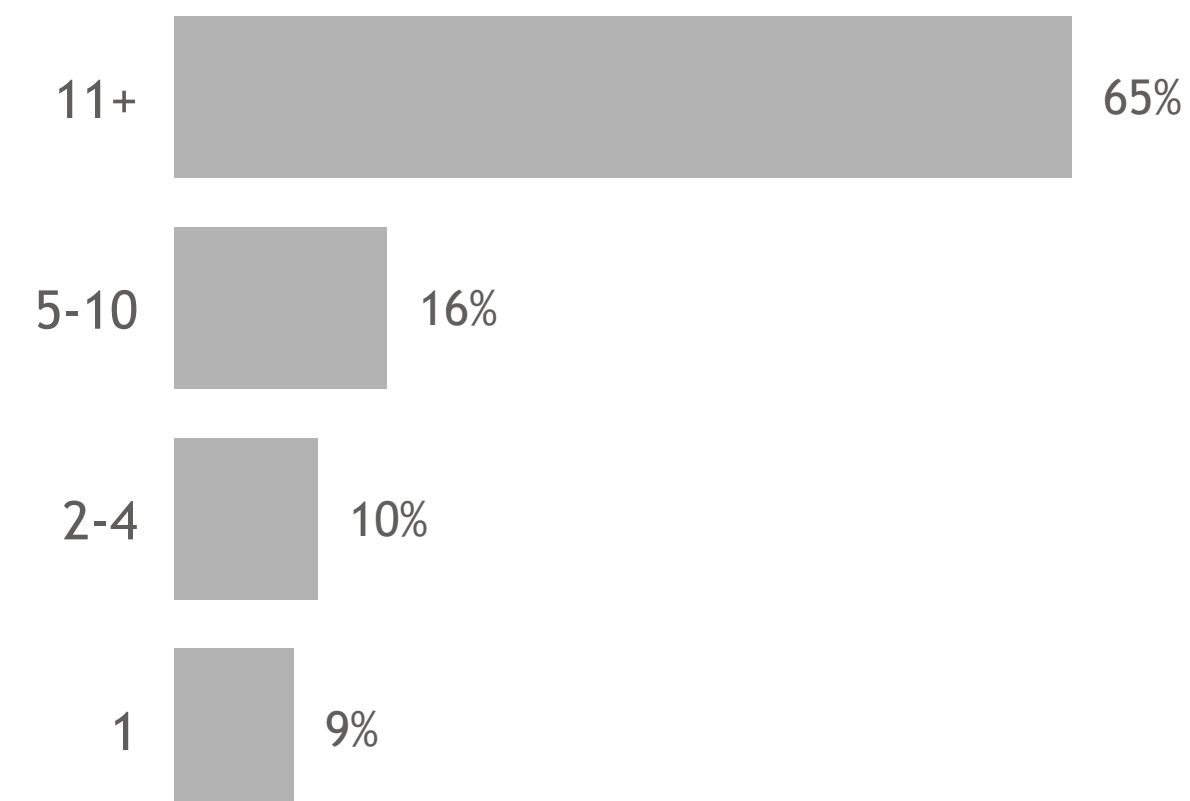
Par emplacement de l'entreprise



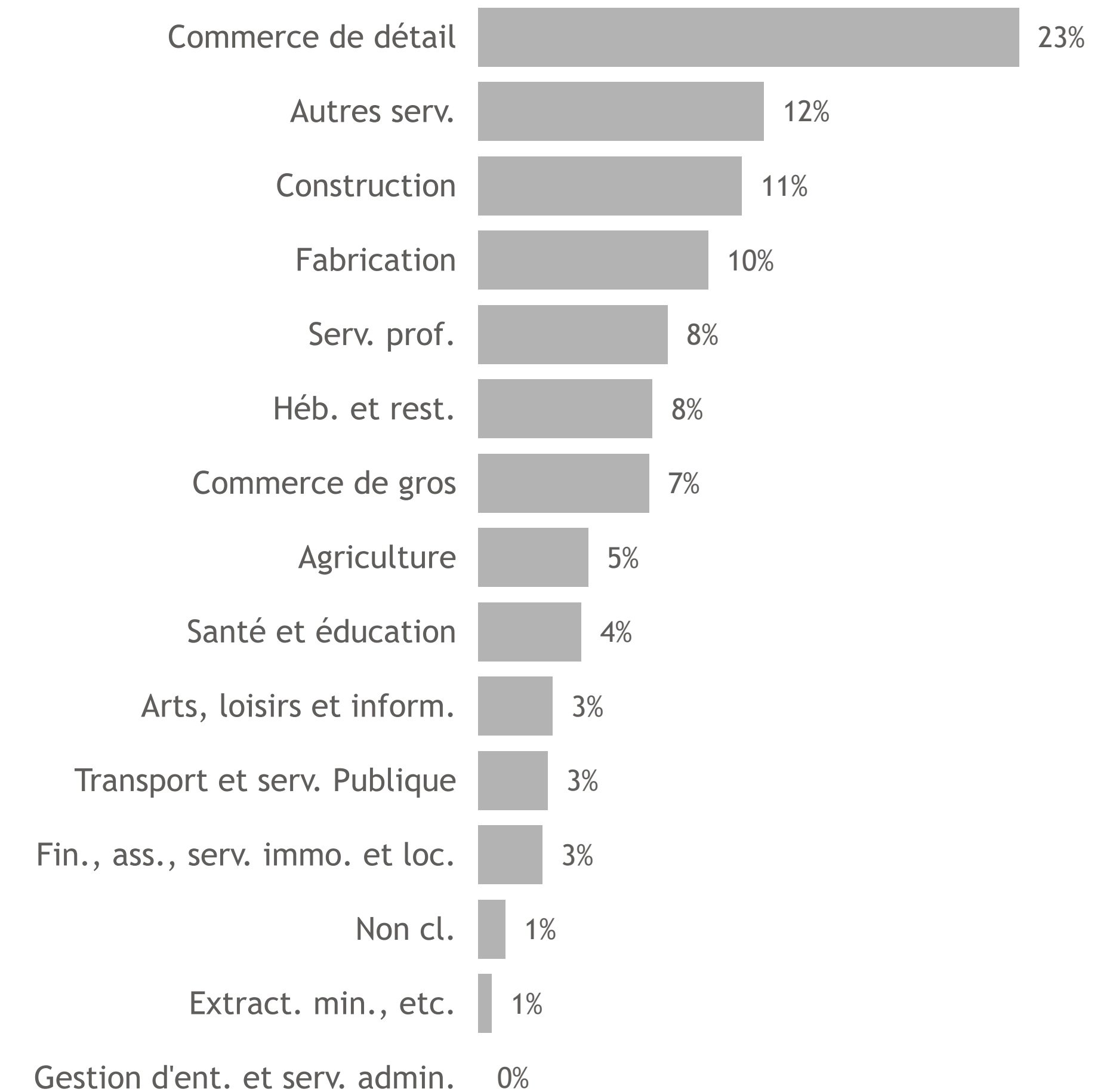
Par nombre d'employés



Par années d'activité



Par secteur d'activité



Publications vedettes et données clés sur les PME de la FCEI



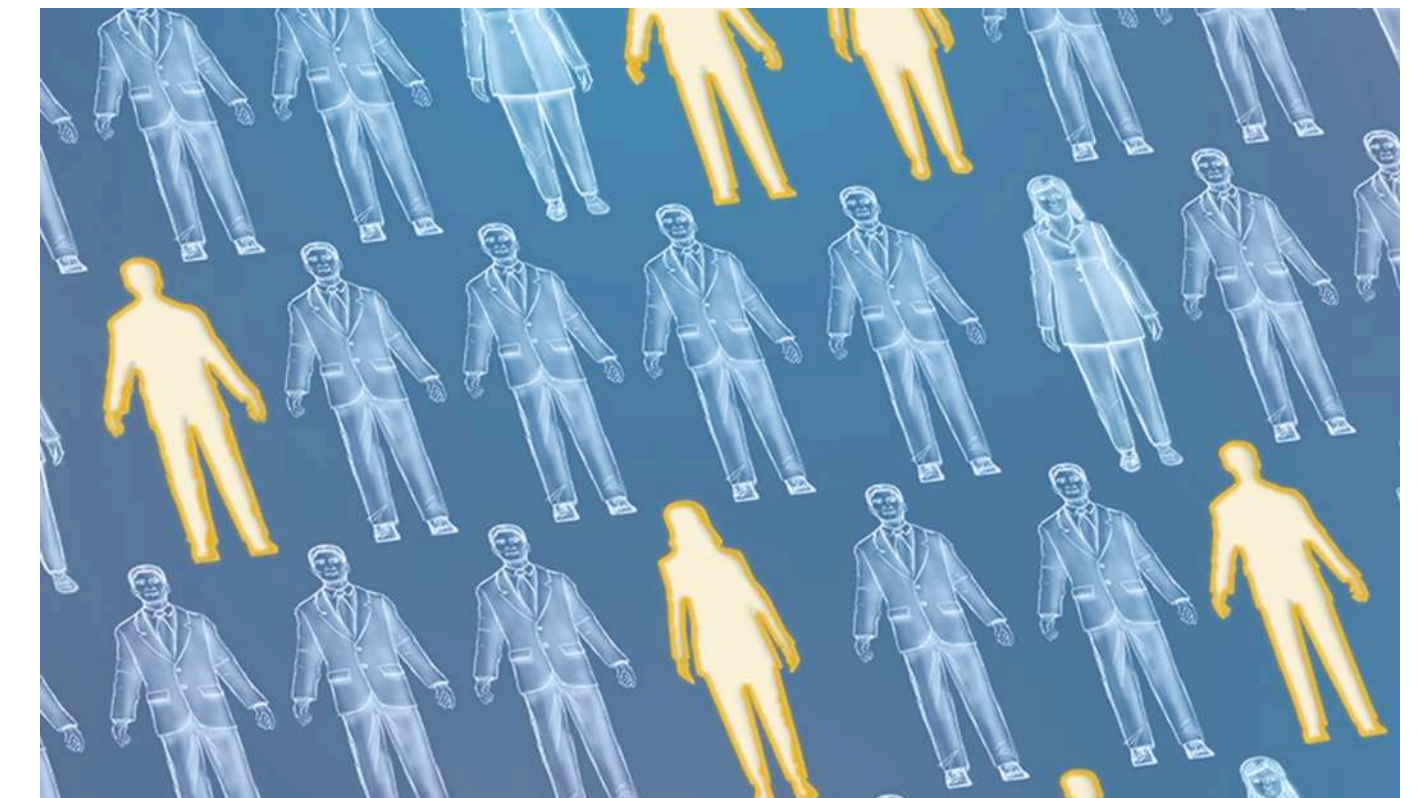
Baromètre des affaires^{MD} mensuel

Ce sondage FCEI analyse la confiance, les attentes et les perspectives des chefs de PME du Canada à l'égard de la situation générale des affaires.



Le pouls des entreprises

Q1 2025 - Canadian Entrepreneurship Still on Uneven Ground: overview of self-employed, businesses with employees, entries & exits, and insolvencies.



Les postes vacants dans le secteur privé au Canada

Le taux de postes vacants trimestriel du secteur privé canadien s'est maintenu à 2,8% au T3 2025. Les taux de postes vacants sont restés stables par rapport aux derniers trimestres dans la plupart des provinces



À propos de nos recherches

La FCEI propose des données et des analyses concrètes qui permettent aux petites entreprises de naviguer dans un environnement d'affaire complexe et de tirer parti des opportunités.

Questions ou demandes de données

Informations supplémentaires



Simon Gaudreault

Économiste en chef et vice-président,
Recherche

simon.gaudreault@cfib.ca



Marvin Cruz

Directeur principal de la recherche

Marvin.Cruz@cfib.ca

Toutes les recherches de la FCEI



fci.ca/recherche



[@CFIB_FCI_Stats](https://twitter.com/CFIB_FCI_Stats)



research@cfib.ca



Nous sommes là pour vous aider !

Pour toute question ou demande d'information supplémentaire, nous sommes à votre disposition.